



Paris, le 7 septembre 2009

Circulaire ☐

Date d'application : immédiate

**Le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et
des Collectivités Territoriales**

**Le Ministre d'Etat,
Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice et des Libertés**

à

- POUR ATTRIBUTION -

- Mesdames et Messieurs les PROCUREURS GÉNÉRAUX près les cours d'appel
- Monsieur le PRÉFET DE POLICE
- Mesdames et Messieurs les PRÉFETS

N° NOR : NOR JUS D 0920871 C

N° Circulaire : CRIM 09-9/E1-07.09.2009

Références : décret n°2002-999 du 17 juillet 2002 relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention de la délinquance ; décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ; loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance.

Mots clés : comités départementaux de sécurité ; politique départementale de lutte contre la délinquance

Titre détaillé : circulaire relative aux états-majors de sécurité

Publiée : Bulletin Officiel ; INTRANET DACG. ; WEB JUSTICE

Modalités de diffusion

- diffusion aux procureurs généraux, et, par l'intermédiaire de ceux-ci, aux magistrats du parquet et du siège.

Lors de la réunion organisée le 28 mai 2009, avec les principaux acteurs de la sécurité, de la chaîne pénale et de l'Education Nationale, le président de la République a rappelé la nécessité de répondre aux attentes des Français en matière de sécurité.

Le président de la République a notamment défini les objectifs à atteindre et les réformes à entreprendre, pour que les autorités administratives et judiciaires s'adaptent aux nouvelles formes de délinquance, relevant à la fois des violences urbaines et du banditisme classique (phénomènes de bandes, violences dans les établissements scolaires, criminalité liée au trafic de drogue et d'armes).

Afin d'améliorer et rendre plus efficace la lutte contre la délinquance il est nécessaire, comme l'a souligné le Président de la République, de « travailler ensemble », de sorte qu'il existe une véritable continuité entre l'action menée sous la responsabilité de l'autorité préfectorale et celle relevant de l'autorité judiciaire dans cet objectif commun.

C'est au plan local que le pilotage concerté des diverses actions menées par les autorités administratives et judiciaires doit être le plus fin.

Cette action doit s'inscrire dans le cadre des relations nouées au sein du comité départemental de sécurité¹, qui constitue l'instance adaptée à la mise en œuvre de la politique départementale de lutte contre la délinquance, en ce qu'il constitue le lieu de concertation des services et institutions qui concourent à la mise en œuvre locale de la politique publique de sécurité².

Sous l'autorité conjointe du préfet et du procureur de la République, un « état-major de sécurité » devra être constitué, adossé au comité départemental de sécurité, dont il constituera l'organe opérationnel.

Cette structure qui devra se réunir une fois par mois sous leur présidence conjointe comprendra les responsables de la police et de la gendarmerie nationales, l'inspecteur d'académie, le directeur des impôts, et le directeur des douanes. Selon les thèmes abordés, d'autres acteurs de la sécurité (bailleurs sociaux, transporteurs publics...) pourront y être ponctuellement associés.

Dans les départements qui comprennent plusieurs parquets, le procureur général désignera le procureur de la République qui remplira le rôle de co-président ; les autres procureurs de la République participeront de droit à ces réunions.

La réunion de « l'état major de sécurité » n'a pas vocation à se substituer aux réunions de sécurité régulièrement organisées par les préfets en matière d'ordre public, avec les représentants des services de police, de gendarmerie et des douanes, mais à compléter le dispositif actuel.

1. créé par le décret n°2002-999 du 17 juillet 2002 et modifié par le décret n°2006-665 du 7 juin 2006

2. Cf. Circulaire CRIM 08-4/ES du 6 février 2008 relative au rôle de l'institution judiciaire en matière de prévention de la délinquance.

Dans le cadre opérationnel des « états majors de sécurité », les statistiques de l'activité des services de police et de gendarmerie d'une part et de la Justice d'autre part seront présentées par le préfet et le procureur de la République, puis transmises mensuellement sous leur double timbre aux ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Une réflexion approfondie est actuellement engagée sur les statistiques-justice. La mission mise en place le 10 juillet 2009 déposera prochainement son rapport contenant des propositions concrètes en la matière, susceptibles d'être rapidement mises en œuvre.

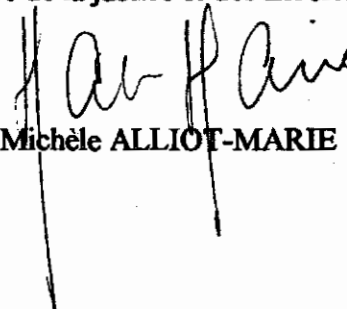
Cette mission élaborera les tableaux de bord de l'autorité judiciaire qui seront communiqués mensuellement.

Le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer
et des Collectivités Territoriales

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal line and a small flourish.

Brice HORTEFEUX

Le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux,
Ministre de la justice et des Libertés

A handwritten signature in black ink, featuring a large 'M' and 'A' intertwined, with a vertical line extending downwards from the 'A'.

Michèle ALLIOT-MARIE